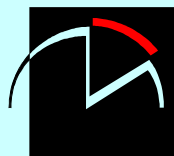


INSEE INFOS

N° 26 Juin 2006 – 1,50 euro

Les grandes entreprises mahoraises en 2004 Valeur ajoutée en progression dans tous les secteurs



Institut National de la Statistique
et des Etudes Economiques

Antenne de Mayotte
ZI - Kawéni
B.P 1362 - 97 600 MAMOUDZOU
Tel : 02.69.61.36.35
Fax : 02.69.61.39.56
Site internet : <http://www.insee.fr/mayotte>
Email : antenne-mayotte@insee.fr

Directeur de la publication : Jean GAILLARD
Rédacteur en chef : Olivier FROUTÉ
Rédacteur du document : Cécile PREVOT
Impression : INSEE MAYOTTE
Code SAGE : II062684

ISSN : 1291-2786
Dépôt légal : Décembre 1998

© INSEE - 2006

À Mayotte, en 2004, l'activité des plus grandes entreprises s'est intensifiée : leur valeur ajoutée progresse de 10,8 %. Deux secteurs ont particulièrement contribué à cette croissance : le commerce et la construction.

En revanche, l'investissement est en recul : avec un taux de 15,9 %, il recule de 3,4 points par rapport à 2003. Les charges salariales augmentent deux fois moins que l'excédent brut d'exploitation.

En 2004, le montant de valeur ajoutée (VA) dégagée par les 518 plus grosses entreprises mahoraises (voir « pour comprendre ces résultats ») s'élève à 208 millions d'euros.

Il progresse de 10,8 % par rapport à l'année précédente. Ce taux est le plus élevé observé sur les quatre dernières années au cours desquelles il n'avait cessé de diminuer.

Croissance à deux chiffres dans six secteurs

Dans l'ensemble des huit secteurs, le taux de croissance de la VA est positif. Pour six d'entre eux, il est même supérieur à 10 %.

La plus forte progression a été enregistrée dans le secteur de la **construction** : + 19,3 %. Le **commerce** connaît lui aussi une progression importante et reste le plus grand secteur en termes de part dans la VA totale. À lui seul, il représente près du quart de la VA du panel.

Ces deux secteurs sont les plus gros

contributeurs à la croissance : sur 10,8 points de croissance, 6,8 leur sont imputables.

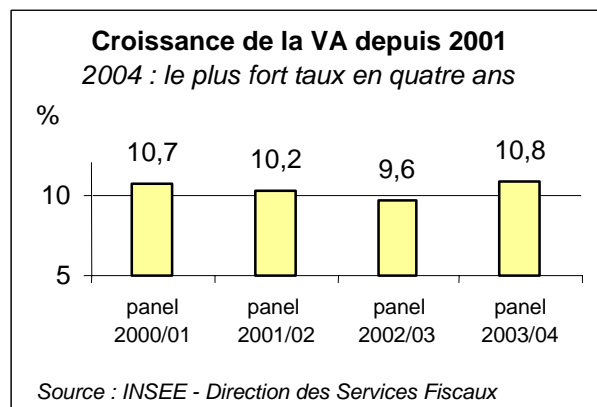
La VA du secteur de **l'industrie et de l'énergie** progresse de nouveau : + 4,4 %. Pourtant, cette augmentation reste modérée du fait de l'encadrement du prix de l'électricité artificiellement maintenu en dessous du coût de production grâce à des subventions ; les recettes de vente ne reflètent pas la hausse réelle de l'activité dans ce domaine.

Chiffre d'affaires : deux points et demi de plus

Le chiffre d'affaires (CA) total du panel pour 2004 s'établit à 728 millions d'euros. En une année, pour l'ensemble des secteurs, il a progressé de 9,7 %. Ce taux est de 2,6 points supérieur à la croissance enregistrée entre 2002 et 2003.

Le secteur des **services aux entreprises et activités**

immobilières fait figure d'exception, étant le seul à enregistrer une baisse de CA (- 0,9 %). Elle est essentiellement due à une branche particulière du secteur, la promotion immobilière. Les entreprises (notamment les Sociétés Civiles Immobilières (SCI) et les Sociétés Civiles de Construction-Vente



Portrait 2004 des huit grands secteurs : nombre d'entreprises, chiffres d'affaires et valeur ajoutée

Secteurs	Nombre d'entreprises en 2004	Croissance du CA en % panel 2003/04	Croissance de la VA en % panel 2003/04	Croissance de la VA en % panel 2002/03	Part dans la VA hors BUF en %	Contribution à la croissance en points
Agriculture	8	+6,8	+16,0	-5,6	0,5	0,1
Industrie, Energie	61	+9,6	+4,4	-1,1	18,9	0,9
Construction	92	+13,7	+19,3	+9,8	16,2	3,0
Commerce	177	+10,6	+15,7	+16,1	24,1	3,8
Transports	34	+15,4	+14,3	+0,6	6,8	1,0
Activités financières	13	+9,7	+10,4	+31,6	7,8	0,8
Services aux entreprises, activités immobilières	85	-0,9	+2,6	+11,5	19,1	0,6
Services aux particuliers, santé, éducation, action sociale	48	+15,5	+15,4	+12,1	6,7	1,0
BUF (cf définitions)			+9,0	+16,2		-0,4
Total	518	+9,7	+10,8	9,6	100,0	10,8

Source : INSEE - Direction des Services Fiscaux

(SCCV)) y ont une durée de vie très courte et leur CA fluctue fortement d'une année sur l'autre en fonction de l'échelonnement irrégulier des projets de construction de grande envergure.

En excluant la promotion immobilière, le CA du secteur des **services aux entreprises** aurait augmenté à un taux toutefois inférieur à celui de l'ensemble des secteurs.

Croissance du CA : les services aux particuliers et les transports en tête

Les **services aux particuliers, santé, éducation, action sociale** et les **transports** se démarquent par les taux de croissance de CA les plus élevés : respectivement 15,5 % et 15,4 %. Dans les **transports**, cette progression marque une reprise d'activité après une année 2003 où les résultats avaient été particulièrement modestes : une augmentation du CA de 4,5 % et une contribution à la croissance de 0,1 point.

Une économie très concentrée

A Mayotte, les vingt plus grandes entreprises représentent à elles seules près de la moitié de la valeur ajoutée. La concentration économique est forte ; 10 % des entreprises du panel réalisent près de deux tiers du CA. Cependant, cette part des plus grandes

entreprises varie selon les secteurs. La concentration est particulièrement exacerbée dans la **construction** où 10 % des entreprises réalisent 76 % du CA du secteur en 2004.

Cette part ne peut pas être calculée pour l'**agriculture** et les **activités financières**, où les entreprises sont trop peu nombreuses. En revanche, pour l'ensemble des huit secteurs, elle s'élève à 66,4 %.

La concentration s'accroît

En 2004, la part de CA des entreprises les plus grandes est légèrement supérieure à celle de l'année 2003 : 65,8 %.

Cette tendance à l'accroissement

de la concentration s'est fait sentir dans cinq secteurs sur six. Seul le secteur des transports déroge à cette règle. La croissance du CA y a plutôt été tirée par les entreprises les plus petites : leur part dans le CA augmente de 1,5 point entre 2003 et 2004.

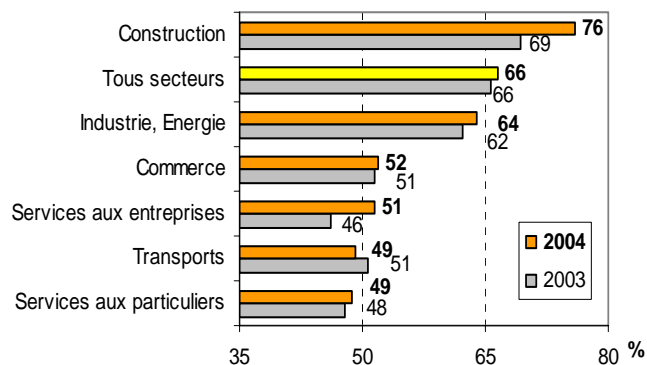
Formation Brute de Capital Fixe (FBCF), mesure de l'investissement, est en recul de 8,6 % par rapport à 2003. Le taux d'investissement pour l'ensemble des secteurs est de 15,9 %, inférieur de 3,4 points à celui de l'année précédente.

Investissement : 8,6 % de moins qu'en 2003

Sur les 518 entreprises présentes en 2004, 372 ont réalisé des investissements pour une somme totale de près de 35 millions d'euros. La

Part du CA réalisé par les plus grandes entreprises de chaque secteur en 2003 et en 2004

Construction : 10 % des entreprises, 76 % du CA



Note de lecture : les entreprises ont été classées selon leur CA et regroupées en déciles (tranches de 10%). Dans la construction, le dernier décile (les entreprises les plus grandes) réalisent 76 % du CA total des entreprises de construction.

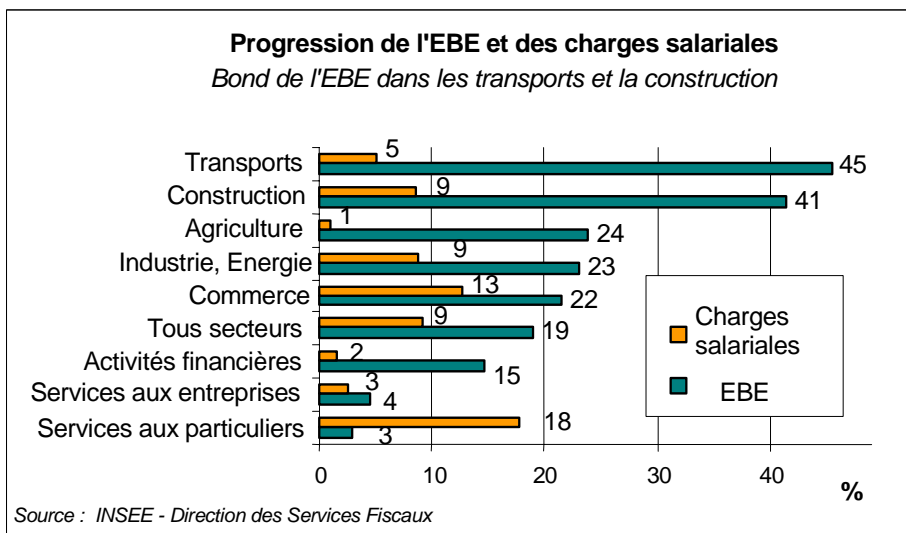
Source : INSEE - Direction des Services Fiscaux

Cette diminution est largement imputable au secteur des **activités financières**, où la FBCF a reculé de 57,5 %, soit une baisse de plus de quatre millions d'euros. Ainsi, les dépenses d'investissement du secteur en 2004 reviennent à un

niveau comparable à 2002, après une année 2003 exceptionnelle où plusieurs entreprises avaient renouvelé leurs installations et leur matériel informatique.

Au sein des sept autres secteurs, qui regroupent les Sociétés Non Financières (SNF), le taux d'investissement atteint 15,7 %, soit un point et demi en dessous de son niveau en 2003. A titre de comparaison, en métropole, en 2004, le taux d'investissement des SNF s'élève à 17,1 %.

Le **commerce** reste le plus gros investisseur de l'île. Les montants investis dans ce secteur s'élèvent à 10,6 millions d'euros, en progression de 2,9 %.



l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) : +19 %. Dans sept secteurs,

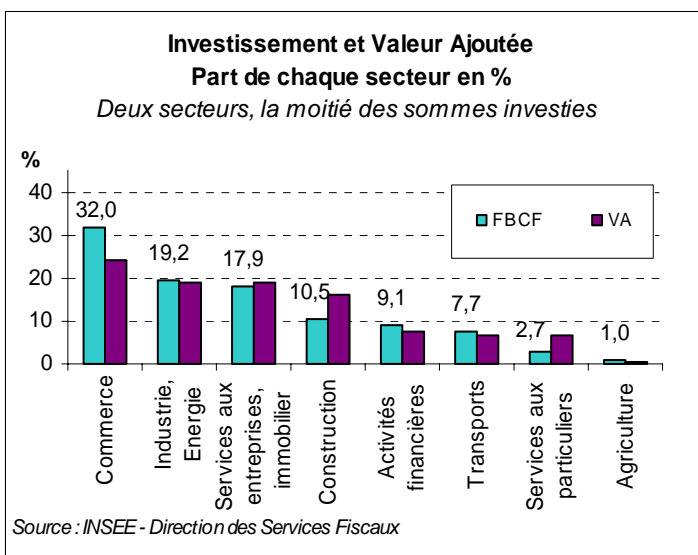
le taux de croissance de l'EBE est plus élevé que celui des charges salariales.

Les **services aux particuliers, santé, éducation et action sociale** font figure d'exception, avec une progression des rémunérations plus

Pour tous les autres secteurs, cette croissance n'excède pas 25 %.

Le taux de marge pour l'ensemble des secteurs atteint 40,6 %, en progression de près de trois points depuis 2003. En revanche, le rapport des charges salariales à la VA perd presque un point et s'établit à 57 %.

Pour les seules SNF, le taux de marge s'élève à 37,8 % et le rapport charges salariales/VA à 59,6 %. Le secteur de **l'industrie et l'énergie** se singularise comme le seul qui combine à la fois une progression du taux de marge (7,5 points) et de la part des charges salariales dans la VA (2,1 points). Cela a été possible grâce aux subventions reçues qui ont permis une forte augmentation de l'EBE.



Les plus gros efforts d'investissement par rapport à 2003 ont été réalisés par **l'agriculture** et le secteur des **services aux entreprises et activités immobilières** : les montants investis y ont plus que doublé, ce qui représente plus de trois millions d'euros d'investissement supplémentaires.

Masse salariale : croissance deux fois moins forte que l'EBE

Pour l'ensemble des secteurs, les charges salariales ont crû de 9,1 %, soit un taux de progression plus de deux fois inférieur à celui de

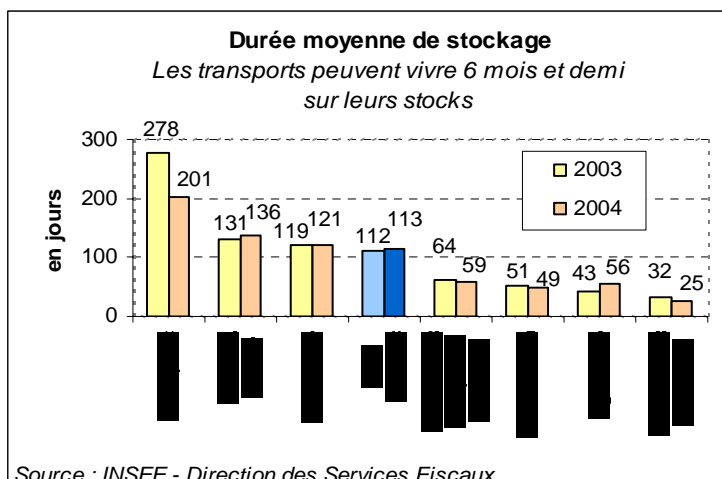
rapide que celle de l'EBE (respectivement 17,7 % et 2,8 %). Ce secteur étant celui où la masse salariale progresse plus rapidement et celui où les profits augmentent le moins. C'est aussi le seul secteur dont le taux de marge (EBE / VA) diminue (-1,8 point).

Les **transports** et la **construction** se démarquent par les plus forts taux de croissance de l'EBE : + 45,4 % et + 41,4 %.

Ratios économiques par secteur en 2004

Secteurs	Taux de marge en %	Charges salariales/VA en %
Agriculture	42,7	68,8
Industrie, Energie	49,5	52,5
Construction	30,4	65,0
Commerce	32,2	60,6
Transports	33,4	65,7
Activités financières	72,0	26,7
Services aux entreprises, activités immobilières	61,2	38,2
Services aux particuliers, santé, éducation, action sociale	14,6	84,8
Total	40,6	57,0
Sociétés Non Financières	37,8	59,6

Source : INSEE - Direction des Services Fiscaux



l'énergie, le deuxième secteur en termes de valeur des stocks, est de 18 %. En revanche, les stocks sont inexistants dans le secteur financier et faible dans les services.

**Stocks en 2004 :
112 millions d'euros**

A la fin de 2004, les stocks de marchandises et de matières premières des grandes entreprises mahoraises s'élèvent à 112 millions d'euros. Entre 2003 et 2004, ces stocks ont augmenté de 14,1 %. L'importance des stocks est très fortement liée au domaine d'activité de l'entreprise. Le **commerce** concentre à lui seul près des trois quarts. La part de **l'industrie et de**

113 jours d'autonomie

La rotation des stocks permet de mesurer le temps pendant lequel un secteur pourrait continuer son activité en puisant dans ses réserves. En 2004, la durée moyenne de stockage (hors secteur financier) est de 113 jours, soit plus de trois mois et demi. Elle varie de six mois et demi pour les **transports** à moins d'un mois dans les **services aux particuliers, éducation, santé et action sociale**.

Définitions

La **valeur ajoutée** est ce qui reste à l'entreprise après paiement des coûts directement liés à la production (la consommation intermédiaire).

L'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) est obtenu en retranchant de la VA les charges salariales et les impôts et en ajoutant les subventions. Le **taux de marge** est le rapport de l'EBE à la VA. C'est un indicateur de profit brut ou de performance des entreprises.

La **Formation Brute de Capital Fixe (FBCF)** est la mesure de l'investissement en comptabilité nationale. Elle est définie comme la valeur des acquisitions nettes de cessions d'actifs fixes par les producteurs résidents. Les **actifs fixes** peuvent être utilisés de façon continue ou répétée pendant au moins un an : des bâtiments, des logiciels... Le **taux d'investissement** est le rapport de la FBCF sur la valeur ajoutée.

Branche unité fictive (BUF) :

En comptabilité d'entreprise, pour les comptes des sociétés financières, les paiements d'intérêts sont considérés comme une forme de revenu de la propriété et apparaissent dans le compte d'affectation des revenus primaires. Ce n'est pas le cas en comptabilité nationale, où ils sont la rémunération d'un service ; dès lors, ils doivent être enregistrés dans le compte de production et contribuer positivement à la VA. Dans le cas contraire, l'EBE et la VA des banques seraient sous-évalués et ne reflèteraient pas leur activité réelle. Pour garder une cohérence globale, on ajoute la **branche unité fictive (BUF)** qui fait apparaître dans son compte de production la consommation intermédiaire correspondant exactement aux services bancaires financés par les intérêts nets. Etant donné que cette consommation est le seul poste non nul des comptes de la BUF, la VA de la branche est négative.

Pour en savoir plus sur les résultats des grandes entreprises mahoraises en 2003 :

Mayotte Résultats N° 3 - Déc 2005

Insee Infos N° 23 - Nov 2005

À paraître :

Mayotte Résultats N° 4
sur les entreprises en 2004
secteur par secteur

Pour comprendre ces résultats :

Composition du panel étudié

Le **panel d'étude** est constitué des entreprises dont le CA dépasse ou a dépassé au moins une fois 150 000 euros depuis 1995. Il comporte deux années d'étude (2003 et 2004) et 535 entreprises sur lesquelles porte l'étude.

Parmi celles-ci, seules 498 ont eu une activité les deux années. En effet, 20 d'entre elles ont été créées en 2004 ; elles ne sont pas présentes en 2003. À l'inverse, 17 entreprises ont cessé leur activité durant 2003 ; elles ne sont pas présentes en 2004.

Le taux de mortalité (le nombre de cessations en 2003 sur le nombre d'entreprises encore en activité fin 2003) est de 3,5 %.

Le panel ne couvre pas le secteur des hydrocarbures, dont le statut a totalement changé pendant la période d'étude, passant du secteur public au secteur privé.

Les hydrocarbures mis à part, le CA total du panel représente plus de 95 % du CA des entreprises ayant déclaré au régime des bénéficiaires industriels et commerciaux et à celui de l'impôt sur les sociétés en 2004.

Utilisation des résultats du panel

On ne peut pas mettre en regard les résultats **en valeur** de ce panel et ceux de 2002-2003 : ils ne regroupent pas le même nombre d'entreprises. En revanche, on peut en comparer les **évolutions**.